

POUVOIR D'ACHAT, SANTÉ, SERVICES PUBLICS ...ET SI ON PARLAIT ENFIN DE CE QUI PRÉOCCUPE LES FRANÇAIS

DÉFENDRE LES DROITS DES LOCATAIRES

RENDEZ-VOUS **MERCREDI 15 DÉCEMBRE À 15H** PLACE FLEMING,
QUARTIER DE LA ROCHOTTE

CHANGER DE DISQUE...

RICHARD VAILLANT, syndicat CGT des retraités de Chaumont

2 décembre. Les retraités vont à Paris. Plus de 25 000 manifestants, nous disent les organisateurs. 25 000 remontés contre Macron... Une soixantaine de participants de Haute-Marne, en colère, comme le dit leur banderole unitaire. Un défilé haut en couleur (rouge dominant...) avec des slogans qui démontrent l'inventivité et la détermination des retraités...

Cela change de l'ambiance médiatique du moment. Zemmour, Macron, Le Pen, Macron, Péresse-Ciotti, Macron, Macron. Diverses chansons, même parolier : immigration, insécurité, trop de fonctionnaires, de charges sociales, de salaires ! Et les retraités, de quoi se plaignent-ils, ces nantis ? Bref, de l'ultra-libéralisme sauce piquante. On croirait entendre Reagan, Thatcher ou Pinochet avec par ci par là, un léger accent pétainiste...

Le pouvoir d'achat irait mieux ? Un retraité, cité par le journal Le Monde, tord le cou à ce mensonge : « *Le calcul est vite fait : entre 2015, ma première année de retraite, et 2020, avec ma femme nous avons perdu 500 euros par mois. Non seulement le coût de la vie a augmenté, mais avec l'augmentation des prélèvements comme la CSG, on a perdu de l'argent. Nous, les retraités, sommes les éternels oubliés du quinquennat d'Emmanuel Macron* ».

Et comment omettre tous ceux, nombreux en Haute-Marne, dont la retraite culmine à 900 ou 1000 euros,

SUITE PAGE 2

DÉSERTS MÉDICAUX, PISTES DE TRAVAIL

LOUIS LAPRADE, syndicat CGT des retraités de Chaumont

Pour irriguer les déserts médicaux, les petites oasis que sont les initiatives locales d'invitation à l'installation de médecins, les créations de maisons médicales ou autres expériences, malgré tout leur intérêt et le courage de leurs acteurs montrent leurs limites. Nous avons besoin d'un Etat qui assure l'égalité de l'accès aux soins sur tout le territoire, au sein d'un service public de qualité.

Pour réparer la casse organisée depuis une décennie, notre santé a besoin de 30 milliards d'euros et de 100 000 embauches, tout de suite, à répartir selon les besoins de la population. Les énormes profits réalisés par les laboratoires durant cette pandémie doivent être réinvestis dans notre santé.

Il convient de relocaliser, avec une maîtrise publique, l'industrie du médicament. La crise actuelle montre les enjeux financiers colossaux et notre dépendance aux pays asiatiques.

SUITE PAGE 3

ALLONS M. ALONSO, UN PEU DE RETENUE

Vous vous êtes fait porte-parole de Mme Abba et d'élus de la ville dans l'optique d'un renouvellement du CDD de l'actuel occupant de l'Élysée.

Hormis le bla-bla politique hors-sol, l'idée essentielle que vous défendez serait que « *beaucoup de choses ont été faites pour le pouvoir d'achat des Français* ». C'est en complet désaccord avec l'avis quasi général confirmé par sondage : 8 Français sur 10 considèrent que leur pouvoir d'achat s'est dégradé, 40 % se disent en difficultés financières. Enfin, ce souci est de loin la PRIORITY actuelle de la population.

Être en charge de la sécurité et de la vie quotidienne requiert un minimum de principe de réalité. Il est aisé de gérer le stationnement et d'augmenter le montant du PV de notre bonne ville quand l'activité d'élus à Chaumont vous permet un parking gratuit et que, chaque soir, vous rentrez chez vous... à Verbiesles.

G. TARDENOIS

MESURES PRÉVENTIVES FACE AU VARIANT OMICRON

NOUS DÉCRÉTONS LA PANIQUE GÉNÉRALE...

EN ATTENDANT QUE LA SCIENCE DÉTERMINE S'IL FAUT AVOIR PEUR



VU DANS LE CANARD ENCHAÎNÉ

CHAUMONT HABITAT : LE JHM PRIVILÉGIÉ, MÉPRIS POUR LES AUTRES

C'est étrange, lorsque le JHM s'adresse à Chaumont Habitat pour lui signaler des problèmes de chauffage chez des locataires de la rue du Val Barizien, la réponse est immédiate. Lorsque c'est notre syndicat qui le fait, on nous méprise et on nous renvoie vers les associations de locataires qui, il faut bien l'admettre, restent muettes !

Pourtant, cela fait des semaines que nous alertons sur la situation des locataires de la Rochotte qui souffrent du froid tout comme ceux de l'avenue Carnot où il fait 14/15° dans certains logements. D'autres bâtiments, au 52 et 25 rue Jean Moulin, ont le toit en si mauvais état que l'eau s'infiltre dans les plafonds des logements. N'oublions pas dans d'autres immeubles les personnes qui n'ont plus d'eau chaude, celles dont le pass d'entrée ne fonctionne plus depuis des semaines, celles à qui l'on facture l'entretien de panneaux solaires pourtant hors d'usage rue du Bassigny.

Des locataires ont tenté lundi dernier de rencontrer le responsable de Chaumont Habitat et la seule personne qu'ils ont vue, ce jour-là, fut un traiteur venu livrer des victuailles pour une réception. Ils ont constaté qu'il ne faisait pas 15° dans les locaux !

Rappel des obligations d'un bailleur social : "Le logement que vous fournissez au locataire doit répondre aux caractéristiques de la décence. Le logement doit être en bon état d'usage et de réparation et les équipements mentionnés dans le bail doivent être en bon état de fonctionnement."

Faisons respecter les droits des locataires ! Rendez-vous mercredi 15 décembre à 15h place Fleming, quartier de la Rochotte, pour préparer une action d'ampleur devant Chaumont Habitat.

MARIE-ROSE PATELLI

OMICRON : ÇA RALENTIT TOUT EN AUGMENTANT !

Gabriel Attal constate sur France Inter un début de ralentissement, mais une augmentation qui est forte !

Le président du Conseil scientifique estime sur BFM "possible que nous ayons à un moment à donner une 4ème dose"...

4 doses pour un vaccin qui n'empêche pas d'avoir le virus et de le transmettre et dont on observe un ralentissement tout en augmentant !

LAGARDE ET LE MAIRE MÊME COMBAT

Message de Bruno Le Maire aux Français : « nous agissons pour protéger les Français de ces hausses de prix, quant à l'augmentation générale des salaires et pensions, faisons attention à la boucle prix-salaires, qui est un cercle vicieux qui nourrit l'inflation, et appauvrit les Français ». Depuis la BCE, Christine Lagarde approuve. Conclusion : Serrez-vous la ceinture et ...vous serez plus riches.

L'INSEE QUI CONTREDIT L'INSEE

Début octobre, l'Insee nous sert un communiqué très optimiste du « bilan des 5 ans de présidence ». Notons cette prévision : à fin 2021, l'inflation sera de 2,1 %.

29 novembre, publication à fin de mois de l'indice des prix à la consommation selon Insee : 2,8 % corrigé au niveau européen à 3,4 %. Et tout indique que ce n'en est, hélas, pas fini. On attend le mea culpa de l'Institut...

NOUVELLE ÉCOLE À LA ROCHOTTE

La nouvelle école de La Rochotte a été présentée publiquement le 30 novembre aux habitants du quartier comme un projet ambitieux, un phare, une ouverture culturelle pour le quartier.

Elle remplacera les écoles Pillon et Prévert et sa capacité peut être un sujet d'étonnement. En effet, elle est prévue pour accueillir 375 élèves répartis en 15 classes, 9 en élémentaire et 6 en maternelle. L'équivalent d'un collège urbain puisque le collège de La Rochotte

compte 392 élèves et 20 classes. On peut s'interroger sur le ressenti d'un petit de maternelle ou même de primaire lorsqu'il sera accueilli dans une structure aussi importante. Comment trouvera-t-il ses repères ? Comment appréhendera-t-il son environnement ?

Dans une période où nous luttons contre une pandémie dont nous connaissons peu de choses, est-ce vraiment une bonne idée de rassembler en un même lieu autant d'enfants qui seront amenés à se croiser ou se rencontrer dans les espaces comme les couloirs, les cours de récréation ou le réfectoire ?

On peut espérer que ce n'est pas seulement la rationalisation de la gestion des personnels enseignants et de service qui a guidé le choix d'une telle structure.

ON EST CHOCOLAT

Tous les manifestants, et en particulier les Gilets jaunes, ont dû se réjouir en lisant dans le Jhm du 6 décembre que leur chocolatier préféré (celui qui intervient auprès de la préfecture pour demander l'interdiction des manifestations) a bénéficié des subventions du Fisac* pour installer une terrasse (sur le domaine public ?) et une pergola « afin d'accueillir comme il se doit les clients ».

Ce rétrécissement de chaussée est-il calculé pour obliger les manifestants à replier leur banderole (comme une reddition ?) pour passer devant la boutique. À moins que, dans un souci de paix, le président de l'UCIA ait prévu de distribuer lors de ce ralentissement une crotte en chocolat à chacun et chacune des gilets jaunes et des autres protestataires

*Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce

ÉDITO : CHANGER DE DISQUE (Suite de la page 1)

bien en dessous du seuil de pauvreté, parmi lesquels de nombreuses femmes. Cette manifestation unitaire avait pour ambition d'afficher les revendications prioritaires des retraités. Et la priorité des Français, actuellement, ce n'est ni l'immigration, ni l'insécurité, c'est leur pouvoir d'achat. Cette manifestation forte est loin d'être un cas isolé. Depuis plusieurs semaines, dans toute la France, des salariés se dressent pour réclamer des augmentations de salaires, des embauches ou de meilleures conditions de travail...

Les métallos sont, eux aussi, « montés » à Paris et les chômeurs ont défilé dans les rues de la capitale au cri de « Guerre au chômage, pas aux chômeurs » !

Restons lucides et conscients de tout ce qu'il nous reste à faire, mais il y a des signes qui ne trompent pas. Les salariés, les retraités, les chômeurs, n'ont pas envie d'être les dindons de la (mauvaise) farce que nous jouent tous ceux et toutes celles qui ne pensent, profitant de la crise sanitaire, qu'à donner aux riches en piochant dans les poches des salariés, des retraités et des chômeurs...

Un encouragement à poursuivre l'action et l'activité syndicale. À donner plus de force au syndicalisme CGT pour gagner et donner espoir. **RICHARD VAILLANT**



LE PAVÉ À RACHID PENDAISON DE CRÉMAILLÈRE



Macron n'est pas -encore- candidat, mais on ne sait jamais, les affiches sont déjà collées et sa domesticité se montre et reprend les éléments de langage venus d'en haut qui ne laissent aucun doute sur les intentions de l'actuel méprisant de la République. Tout va bien, les gens de peu que nous sommes n'ont pas à se plaindre et tout ira encore mieux demain, c'est-à-dire après avril. Il a été ordonné aux ministres de sillonner nos contrées comme des missi dominici pour répandre la sainte parole et faire de la propagande avant qu'elle ne soit décomptée.

La Haute-Marne a donc eu droit à une double visite ministérielle avec Julien Denormandie et Bérandère Dugrandest. Double visite, double page dans le journal local. Au Jhm, c'est normal, on préfère le macroniste au syndicaliste...

Ils sont venus inaugurer la réserve intégrale bien que sa création ne soit pas encore parue au JO, puis la Chambre d'Agriculture. Le jour même où une étude diligentée en Bretagne nous apprend que l'eau contient plus de pesticides que ne l'autorise la loi et que c'est un métabolite du glyphosate qui en est responsable...

Le glyphosate... cher à Bérandère et à la FNSEA qui est aux manettes de cette Chambre d'Agriculture flambant neuve. Pour le parc, joyau d'écologie, pas un mot sur l'état pitoyable de notre forêt et la carence en personnel de l'ONF.. Inaugurons, inaugurons, il en restera bien quelque chose dans l'urne.

Ne voulant pas être en reste, nous suggérons quelques cérémonies à même de redorer le blason (et l'écu !...) de tous les politiciens de pacotille :

- Le trou où sera posée la première pierre de la future école de la Rochotte.
- L'emplacement du new hôpital de Chaumont dont le sort n'est toujours pas fixé ou celui des futures gendarmeries qui l'est lui. Des hôpitaux en moins, c'est bien, mais des gendarmeries en plus, c'est mieux...

Enfin, ce qui serait pour nous la Rolls-Royce du protocolaire, la remise d'un chèque de 353 000 euros à la ville de Chaumont par l'agglo ! Le choix du ministre est laissé à l'appréciation de M. Martinelli. Il serait toutefois imprudent d'inviter Alain Griset.

RACHID R. 8 décembre 2021

SITUATION AU CHHM COMMUNIQUÉ DE L'UNAFAM

Nous avons reçu de l'UNAFAM 52 un communiqué concernant la situation du CHHM. Nous en publions de larges extraits.

Aux côtés des personnels et des psychiatres, l'UNAFAM 52, association des familles de malades psychiques, s'oppose fermement à la fusion programmée de l'Hôpital psychiatrique de Haute-Marne (CHHM) avec le Centre hospitalier Geneviève de Gaulle Anthoiz de Saint-Dizier pour les raisons suivantes :

1 - Le CHHM est un établissement à vocation départementale et pour cela ne peut être rattaché à un seul hôpital général situé dans le nord du département, rejetant le sud du département à un autre GHT.

La spécificité de l'organisation des soins psychiatriques réside dans la sectorisation pour permettre un accès à une offre de soins de proximité. D'où les 3 secteurs en Haute-Marne : Saint-Dizier, Chaumont et Langres. Le Conseil de surveillance et la direction d'un hôpital unique situé à Saint-Dizier ne peuvent définir une politique de santé mentale pour tout le département.

2 - Les mobiles allégués de cette fusion par l'ARS ne sont pas crédibles. Partout où ces fusions ont eu lieu, elles ont entraîné une diminution des postes et des moyens, et la psychiatrie a eu à en souffrir. On sait déjà que la psychiatrie est le parent pauvre de la médecine. Qu'en restera-t-il ?

3 - Les soins psychiatriques sont bien spécifiques :

Ils ne se résument pas à une vocation curative comme les autres spécialités par exemple la cardiologie, la pneumologie, la chirurgie.

Les pathologies psychiatriques nécessitent des soins dans la durée, voire toute la vie et sont prises en charge de façon pluridisciplinaire. Ainsi la psychiatrie travaille en partenariat avec de multiples structures ou associations dont l'activité couvre tout le département. Ce projet fait l'impasse sur cette notion capitale.

Enfin, tous les arguments avancés par l'administration en faveur de la fusion sont réfutés par les faits, sans parler des multiples études, rapports, recommandations nationales (y compris celles d'autres ARS) qui prônent la politique de secteur....

DÉSERTS MÉDICAUX, PISTES DE TRAVAIL *(suite de la page 1)*

Il faut avoir le courage politique de réguler l'installation des médecins et des soignants. Sébastien Jumel, député communiste, a déposé un projet de loi en six mesures : former des médecins en fonction des régions et non en fonction des besoins des facultés, généraliser le contrat d'engagement de service public contre une bourse de 1200€ brut par mois, les médecins formés s'engageant à exercer pendant 3 ans dans un désert médical, un conventionnement sélectif consistant à n'aider les médecins que lorsqu'ils s'installent dans des zones sous-denses, aider prioritairement les collectivités locales qui créent des centres de santé avec des médecins salariés.

Ces propositions sont à débattre, mais elles rencontrent un refus obstiné des macronistes. Au hasard de leur présence sur le marché de Chaumont, interrogez-les à ce sujet !

LOUIS LAPRADE.



PRENEZ CONTACT/ADHÉREZ

Nom : Prénom :

Adresse :

Mail : Tél :

Mail secretariat@cgtretraites-chaumont.fr

Tél : 06 79 61 00 78

RENOYER : SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT 24 AV. DU GÉNÉRAL LECLERC 52000 CHAUMONT

UN BILLET À BB



Damnés

“ D'atteindre l'inaccessible étoile telle est ma quête, suivre l'étoile peu m'importent mes chances peu m'importe le temps ou ma désespérance. Et puis lutter toujours sans questions ni repos, se damner pour l'or d'un mot d'amour ” (J. Brel)

Debout les Damnés de la Mer ! Vous n'avez pas gagné cette Manche-là, nous avons perdu la partie une fois encore, comme toujours.

Les flots amers roulent des cadavres de fillettes sur des grèves fétides, plages de sable au goût de sang qui m'enragent. Qui s'en soucie dans cette *humanité* pourrie ? L'étoile s'est éteinte dans vos yeux clos à jamais, votre lutte engloutie dans les eaux sombres d'une mer hostile, cimetière sans pierres tombales ni mausolées, fosse abyssale de notre impuissance pleine de questions et d'amertume.

Allons-nous toujours baisser les bras face à cette pourriture glauque de passeurs criminels affrétant des radeaux d'infortune comme d'autres entassaient des impurs dans des wagons à bestiaux, pour une même solution finale ? 27 morts recensés dans ce naufrage d'une civilisation occidentale frappée d'hébétude ! Ras le pompon de cette aveugle inertie complice, des attermolements de politiques discriminatoires, des aboiements ignobles d'extrémistes de tous poils ; alors quand l'écume glaciale recrache les corps de ceux qui auraient pu être nos frères, je vomis du dégoût de cette Marine vipérine, méduse infâme surfant sur la vague crasseuse de l'exclusion et du rejet des autres. Son alter ego inique sans zamour et tous ses suppôts de crabes haineux peuvent se repaître de ces dangereux migrants, venus d'un autre monde bouffer le bon pain des Français bien-pensants, juste le temps de leur transit d'ailleurs. Sauf que ces voleurs de poule n'ont plus rien à perdre quand le désespoir leur a fait traverser la planète dans des conditions folles, aboutissant à un bras de mer, dernier obstacle pour gagner un paradis fiscal anglais, grande terre d'accueil de riches exploitants de bas salaires, pour y faire tourner l'économie à un coût ridicule, comme on importait des nègres au bon vieux temps de la cueillette du coton.

Fuir la misère n'est pas un délit mais nous, en Europe, on continuera à construire des murs avilissants, à élever des barbelés dégradants, à créer des camps concentrant des fuyards devenus clandestins tout en criant notre inimitié envers les exilés, boucs émissaires de nos frustrations de nantis apeurés.

Sans solution tout sera comme avant, mais un peu de décence serait la bienvenue, hein Camarade !

BERNARD BLUM 8 décembre 2021

LES MULTINATIONALES SE GAVENT

Depuis le début de la pandémie (mars 2020), les pouvoirs publics ont directement versé pas moins de 240 milliards d'euros aux entreprises privées, auxquels il faut ajouter près de 300 milliards de prêts garantis, et près de 200 milliards d'euros au titre du chômage partiel.

Hors crise, le soutien public aux entreprises privées s'élevait déjà à 150 milliards d'euros par an, sans aucun suivi ni contrôle. Il s'agit pourtant d'argent public, qui quand il est destiné aux services publics en faveur des citoyens comme la Sécu, l'Assurance chômage... est scruté par le Parlement et contrôlé par des lois de financement. Mais la majorité LREM a refusé de s'associer à l'initiative de création d'une Commission d'enquête sur ce sujet. Conséquence de cette distribution d'argent public sans condition aux entreprises, et en particulier à celles du CAC 40, leur taux de marge a atteint 36% en pleine crise covid !

Elles ont ainsi versé 3 milliards d'euros de dividendes supplémentaires à leurs actionnaires depuis cet été et réalisé 17 milliards d'euros de rachats d'actions en bourse cette année (soit l'équivalent de la construction de 34 hôpitaux publics ou la rémunération annuelle de 320 000 personnes au salaire moyen) et cela ne les a pas empêchées de licencier. Sur 12 entreprises qui affichent les plus gros bénéfices au premier semestre 2021, 7 figurent également parmi celles qui ont supprimé le plus d'emplois en 2020 comme LVMH (-12 830 emplois), ArcelorMittal (-23 505 emplois) BNP Paribas (-5 497 emplois), TotalEnergies (-2 300) et Axa (-6 244)...

Pendant qu'on effraie le peuple avec Omicron, que les médias propagent une peur démesurée qui vise à anesthésier la population, ce gouvernement des riches baisse les APL, les indemnités de chômage, détruit les hôpitaux, augmente les prix, et vide les caisses au bénéfice des plus riches.

MARIE-ROSE PATELLI

LES JEUNES, CIBLE DU GOUVERNEMENT ET DE SON CONSEIL SANITAIRE CLASSÉ SECRET DÉFENSE !

Il faut maintenant vacciner les 5/11ans qui ne sont pas ceux qui encombrant les hôpitaux à bout de souffle ! Mettre des masques dans la cour de récréation et pour faire du sport. Vous en connaissez des sportifs qui courent avec un masque ?

On n'aura jamais autant puni les enfants pour un virus dont ils n'ont rien à craindre. Et puis, fermer les discothèques qui ont été les premières à imposer le pass ? On nous aurait donc menti ? Le pass ne protégerait donc pas ?

Il faut aussi "lever le pied sur les apéros", selon Castex. Mais pour prendre le métro bondé, aller à des meetings politiques de 10 000 personnes, pas besoin de pass. Rien n'est cohérent ni rationnel dans les restrictions imposées aux citoyens. **M-R.P**

MERCI, MERCI, MERCI À CELLES ET CEUX QUI AIDENT LE JOURNAL

- Notre appel à la solidarité financière pour le Journal du retraité a été
- entendu. Merci à Jean-François, Alain, Denise, Jean-Claude, Josette, Hervé,
- Xavier, Marie, Francis, Jean-Claude, Jean-Pierre, Sylvie, Jean-Paul, Annie et
- Claude, Patrice, Michèle, Jacqueline, Jacky, Gérard, Michel et aux
- anonymes qui nous remettent leur obole chaque semaine au marché.

SOUTENEZ LE JOURNAL DES RETRAITÉS CGT DE CHAUMONT

VOUS LISEZ AVEC INTÉRÊT LE JOURNAL DES RETRAITÉS DE CHAUMONT AIDEZ À SA DIFFUSION EN VERSANT À LA SOUSCRIPTION

Nom : Prénom :

Verse.....euros

REMETTRE À UN.E MILITANT.E DU SYNDICAT CGT DES RETRAITÉS DE CHAUMONT